

“La CIA paie clairement les pots cassés par l’administration Bush”

La Lionne Belgique le 26.08.09

► Pour la chercheuse Katya Long (ULB), l’Agence centrale de renseignement est toujours en

pleine phase d’adaptation à la nouvelle menace terroriste.

Entretien Vincent Braun

Comment expliquez-vous l’enquête dont fait l’objet la CIA ?

Je ne sais pas s’il y avait une manière idéale de gérer cette situation. Il y a clairement eu de la part de l’administration Bush des pratiques en violation des traités internationaux sur la torture et des lois américaines. Et quand Barack Obama est arrivé au pouvoir, son choix était de ne pas regarder en arrière, de fermer le centre de détention de Guantanamo et d’aller de l’avant. Il pensait que son élection permettrait symboliquement de tourner la page. Cette stratégie-là n’a pas fonctionné parce que la gauche au Congrès, et notamment à la Chambre des représentants, a beaucoup poussé pour qu’il y ait des enquêtes et qu’on poursuive les responsables. Il a dû donner des gages à l’aile gauche de son parti.

Du fait aussi des nouvelles révélations...

Obama avait promis que ceux qui avaient utilisé des méthodes musclées, même si elles étaient en viola-

tion des conventions, ne seraient pas poursuivis pour autant qu’ils se fussent conformés aux règles définies par le département de la Justice. Ce fut le cas du waterboarding (simulacre de noyade), considéré comme légal puisqu’approuvé par la Justice. Or le problème c’est que le rapport publié lundi, un document interne à la CIA datant de 2004,



ULB

décrit des méthodes qui n’étaient pas approuvées par le département de la Justice. L’administration Bush a donc permis à ses agents sur le terrain d’aller plus loin que ce qui était légal. Dans les jours qui ont suivi le 11-Septembre, Dick Cheney a annoncé que la communauté de la sécurité et du renseignement allait aller du côté sombre. Il y avait donc un ton donné par Washington qui pouvait faire penser aux agents qu’ils seraient couverts. Des rapports ont révélé qu’il y avait une pression énorme pour obtenir des résultats et que tous les moyens étaient bons pour

recueillir des renseignements.

Des pratiques douteuses ont donc été tolérées ?

Il y a peu de traces écrites. Le rapport pointe des menaces de viol, des menaces de mort sur les enfants, mais il n’y a pas de preuve que cela a été autorisé par le département de la Justice. Au sein de la CIA, certains n’étaient pas d’accord avec ces méthodes et ils avaient bien senti que l’agence porterait un jour le chapeau. La CIA paie les pots cassés.

Avec la CIA mise en cause, c’est l’administration Bush qui est aussi, indirectement...

Je pense qu’Obama est bien conscient du fait que la CIA reflète ses maîtres.

Conséquence directe : la CIA est mise sous tutelle pour les interrogatoires...

L’équipe d’élite qui va s’occuper des interrogatoires des personnes dangereuses sera logée dans les locaux du FBI, et pas de la CIA, même si celle-ci continue à y participer. Il y a clairement une volonté d’enlever la responsabilité à la CIA et de la con-

fier à une équipe interagences.

La CIA apparaît déforcée. Cela pourrait-il menacer à terme la politique de sécurité des Etats-Unis ?

C’est vrai que Dick Cheney a dit mardi qu’en faisant cela, Obama n’était pas un patriote et qu’il mettait en danger la sécurité des Etats-Unis. Je n’en suis pas si sûre. Je pense que la CIA est un peu habituée à prendre les coups. On lui a mis sur le dos les attentats du 11-Septembre, de par ses manquements, alors que c’était clairement la responsabilité de l’administration Bush qui n’a pas répondu à certains signaux. Idem sur les armes de destruction massive. Je pense qu’Obama voudrait circonscrire le problème en chargeant juste quelques mauvais éléments.

L’agence doit-elle être réformée ?

La CIA paie la difficulté de cette nouvelle donne qui est la lutte antiterroriste. La définition des méthodes d’interrogatoire les plus adéquates est encore en cours. La CIA est toujours dans la phase

d’adaptation à une nouvelle forme de conflit. Je pense que cela ne devrait pas remettre en question ni son rôle ni sa crédibilité auprès des décideurs. C’est une phase de transition.

L’Agence reste essentielle pour la définition d’une politique de sécurité...

Oui, surtout dans ce genre de conflit où la menace est très diffuse. On ne peut pas sanctuariser le territoire américain, fermer les frontières. La seule manière d’empêcher une attaque terroriste reste la collecte d’informations. Et puis, la nouvelle administration est très consciente que Guantanamo, Abou Ghraib, les prisons secrètes, servent d’outils de propagande et de recrutement à al Qaeda. D’où la volonté d’arrêter cela, ne serait-ce que pour des raisons stratégiques, sans parler des considérations politiques, juridiques et morales. On se trouve dans une phase de normalisation de ce conflit. Les Etats-Unis s’habituent à vivre avec cette menace. Et les esprits plus calmes peuvent aujourd’hui prendre le dessus.